



PREFECTURE DE LA CORREZE

PREFECTURE DE LA DORDOGNE

ARS
Délégation Territoriale de Dordogne
Service : Santé-Environnement

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service : Police de l'Eau et des Milieux
Aquatiques

ARRETE INTERPREFECTORAL

REFERENCE A RAPPELER

N° 110171

DATE 20 JAN. 2011

- portant déclaration d'utilité publique sur :
 - la dérivation des eaux,
 - l'instauration des périmètres de protection.
- portant autorisation sur :
 - le prélèvement,
 - la distribution au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

de la prise d'eau du Pont Neuf située sur la commune de
PAYZAC (24)

Le préfet de la Corrèze
Chevalier dans l'ordre national de la légion d'honneur
Chevalier dans l'ordre national du mérite

La préfète de la Dordogne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63;

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, et L.215-13;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.126-1 et les articles R.126-1 à R.126-2 relatifs aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié;

VU l'arrêté préfectoral du 6 août 1996 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE;

VU la délibération du 18 juillet 2005, par laquelle le SIAEP de PAYZAC - SAVIGNAC-LEDRIER sollicite l'autorisation pour le prélèvement et la dérivation des eaux pour la consommation humaine, et la mise en place des périmètres de protection de la prise d'eau du « Pont Neuf » sur la rivière de l'AUVEZÈRE;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de février 2009;

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 janvier au 20 janvier 2010 sur les communes de Payzac (24) et Beyssenac (19);

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 27 février 2010;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de la Dordogne en date du 1er juillet 2010 et de la Corrèze en date du 25 novembre 2010;

Considérant que les besoins en eau potable destinés à l'alimentation humaine du SIAEP de PAYZAC -SAVIGNAC-LEDRIER énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune du SIAEP de PAYZAC – SAVIGNAC-LEDRIER.

SUR proposition des secrétaires généraux de la Préfecture de la Dordogne et de la Corrèze,

ARRÊTE

CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice du SIAEP de PAYZAC – SAVIGNAC-LEDRIER :

- les travaux réalisés en vue du prélèvement des eaux pour la consommation humaine à partir de la prise d'eau du Pont Neuf, située sur la commune de Payzac ;
- la création des périmètres de protection du captage susvisé.

ARTICLE 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine

Le SIAEP de Payzac-Savignac-Ledrier est autorisé à prélever les eaux superficielles de l'Auvézère par l'intermédiaire d'un pompage implanté au Pont Neuf sur la commune de Payzac.

ARTICLE 3 : Autorisation au titre de la loi sur l'eau

La présente autorisation de prélèvement vaut également autorisation au titre de la loi sur l'eau.

ARTICLE 4 : Emplacement des ouvrages

La station de pompage du Pont Neuf se situe entre la RD 75 et la rive droite de l'Auvézère à environ 750 m à l'est du bourg de Payzac. La prise d'eau se trouve en limite sud d'une île formée par l'Auvézère et un bras de la rivière.

Coordonnées Lambert II étendu : X = 513 296 m, Y = 2 044 962 m, Z = 243 NGF

ARTICLE 5 : Caractéristiques du prélèvement

Le débit prélevé est de 120 m³/h pendant 10 heures quotidiennement.

Les débits de prélèvement autorisé sont :

- Débit de pointe journalier : 120 m³/h ;
- Volume journalier de pointe : 2 400 m³/j ;
- Volume annuel : 538 000 m³/an.

ARTICLE 6 : Périmètres de protection du captage (plans joints en annexe)

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

6.1 Périmètre de protection immédiate (PPI)

Le périmètre de protection immédiate concerne la prise d'eau dans l'Auvézère, les parcelles incluant la station de traitement et la parcelle 13 en rive gauche de l'Auvézère.

Références cadastrale du PPI : Section CI, n° de parcelles : 3, 4, 5, 93, 96, 117 et 13 (une partie)

- Ce périmètre est matérialisé sur le terrain par une clôture ou tout dispositif ou obstacle visant à empêcher de porter atteinte (intrusion, déversement,...) au moyen de production ;
- La ripisylve est maintenue ou reconstituée sur la parcelle 13 en rive gauche de l'Auvézère ;
- Des panneaux de signalisation sont placés le long des berges indiquant aux usagers de la rivière l'existence du périmètre et en interdisant l'accès ;
- Toute activité autre que celles liées à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages existants et périmètres sont interdites ;
- Aucune utilisation de produits phytosanitaires n'y est possible, l'entretien du terrain est fait exclusivement par des moyens mécaniques ;
- Le stockage de produits autres que ceux nécessaires pour l'exploitation du captage est interdit ;
- L'accès est strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation de la station ;
- Les eaux de ruissellement en provenance de la voirie du site sont déviées afin de ne pas atteindre la tête de puits qui est maintenue étanche ;
- la vanne de canalisation d'amenée de l'eau au puits est maintenue en état afin de pouvoir isoler le puits en cas de pollution en vue de son nettoyage plus aisé ;
- les sondes de la station d'alerte mise en place dans le puits sont doublées afin de sécuriser la mesure. Elles font l'objet d'un entretien régulier ainsi que le dispositif d'asservissement des pompes et de télétransmission.

6.2 Périmètre de protection rapprochée (PPR)

D'une superficie d'environ 300 ha, le périmètre de protection rapprochée s'étend conformément aux indications du plan et état parcellaire joints.

Ce périmètre est divisé en deux zones distinctes ou sous-périmètres :

Zone sensible ou zone tampon

Elle comprend les abords de l'Auvézère et de 2 affluents sur une largeur de 15 m, la limite en amont étant :

- le pont de la RD 18 sur la Boucheuse ;
- le pont de Beau Mouly sur le ruisseau de l'Aubisse ;
- l'intersection sur le ruisseau de Faye Vieille.

Cette zone, destinée à intercepter le ruissellement, est maintenue en prairie ou boisée.

- les secteurs boisés sont maintenus en l'état.
- la ripisylve existante est maintenue ou implantée sur les berges où elle est déficiente.
- la pâture est autorisée sous réserve de la non-dégradation du couvert végétal.
- l'apport et le stockage de produits phytosanitaire est interdit.
- l'épandage de déjection liquide est interdit.
- l'abreuvement des animaux est aménagé de façon à éviter le piétinement du bétail dans le lit mineur.
- la traversée des cours d'eau par le bétail est autorisée de façon ponctuelle

Zone complémentaire

Interdiction

- La création de nouvelles activités à risque pour la qualité de l'eau: installation industrielle ou agricole.
- L'installation de stockage de dépôt d'ordure, de détritux et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau.

Activités réglementées

- L'apport de fertilisant et de produit phytosanitaire est autorisée dans le stricte respect des bonnes pratiques agricoles.
- Mise aux normes : des bâtiments d'élevage existants, des stockages existants de produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau (cuves à fioul, produits fertilisants ou phytosanitaires...).
- L'entretien des voies de circulation, parking chemins bordures des plans d'eau est réalisé par des moyens mécaniques.

Réglementation spécifique

- Des glissières de sécurité sont maintenues ou mises en place pour les RD 75 et 80 de la limite sud du PPR jusqu'à 100 m en amont du pont de la RD75 coté rivière ;
- Des limitations de vitesse à 50 km/h pour les RD 75 et 80 de la limite sud du PPR jusqu'à 150 m en amont du pont de la RD 75.

6.3 Périmètre de protection éloignée (ou zone de vigilance)

La zone de vigilance correspond à la totalité du bassin versant en amont de la prise d'eau situé essentiellement dans le département de la Corrèze et comprend les communes suivantes : Beyssenac, Ségur le Château, Amac-Pompadour, Lubersac, St Julien le Vendômois, Coussac-Bonneval, Mongibaud, Benayes et Meuzac.

Dans cette zone, en cas de pollution accidentelle dans un cours d'eau, une alerte est transmise dans les plus brefs délais à l'exploitant du captage ainsi qu'aux préfets des deux départements.

ARTICLE 7 : Délai de mise en œuvre des travaux

Les ouvrages, installations, travaux, activités, dépôts, aménagement ou occupation des sols décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 8 : La filière de traitement

L'eau prélevée est refoulée vers la station de traitement du Pont Neuf située à proximité de la prise d'eau. Dimensionnée sur la base de 110 m³/h, la filière de traitement comporte les étapes suivantes :

- Dégrillage
- Injection de charbon actif en poudre
- Aération
- Flocculation - décantation - filtration
- Reminéralisation par injection de lait de chaux et CO₂
- Filtration sur membrane
- Remise au pH d'équilibre
- Désinfection

Les eaux de lavage de l'usine de traitement sont dirigées vers une bache de neutralisation avant d'être évacuées vers l'Auvézère. Les niveaux de rejet à respecter sont pour les principaux paramètres :

- 6,5 < pH < 9
- DBO5 ≤ 25 mg/l

- DCO \leq 90 mg/l
- MES \leq 35 mg/l

Les produits de traitement utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur.
Les ouvrages sont protégés par un dispositif anti-intrusion.
Les boues issues du traitement sont envoyées vers des lits de séchage

ARTICLE 9 - Surveillance de la qualité de l'eau

Le S.I.A.E.P. de Payzac veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. L'ensemble de ces mesures est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'Etat.

Toute anomalie notable doit être signalée sans délai à l'autorité sanitaire.

ARTICLE 10 - Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée par l'ARS DT Dordogne selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 11 : Respect de l'application de l'arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté. Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat de Payzac-Savignac-Lédrier devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 12 : Information des tiers

Le présent arrêté est transmis aux maires de Payzac (Dordogne) et Beyssenac (Corrèze) pour affichage sur chacune des communes d'une durée de deux mois minimum et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux habilités diffusés dans le département.

Un extrait de cet acte est notifié par le bénéficiaire des servitudes à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain par lettre recommandée avec avis de réception.

Les servitudes prévues au présent arrêté sont annexées dans les documents d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois avec ses documents graphiques, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme.

Le permissionnaire transmet à la préfecture, dans un délai de 6 mois, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 13 : Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification par toute personne ayant intérêt pour agir, ou les propriétaires concernés.

Toute personne peut également saisir dans un délai de deux mois à compter de la notification et de la publication du présent arrêté :

- le préfet de la Dordogne d'un recours gracieux ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois vaut décision de rejet ;
- les ministres chargés de la santé et de l'environnement d'un recours hiérarchique ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 14 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 15 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de la Dordogne et de la Corrèze, le sous-préfet de Nontron, le maire de Payzac (24), le maire de Beyssenac (19), la directrice de la délégation territoriale Dordogne de l'ARS, le directeur départemental des territoires et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 20 JAN. 2011

Fait à Périgueux, le 20 JAN. 2011

Le préfet de la Corrèze,



Alain ZABULON

Annexes :

- plan de situation
- Plan et état parcellaire du PPI, du PPR et de la zone de vigilance

La Préfète de la Dordogne,
Pour la Préfète et en délégation
le Secrétaire Général



Benoist DULAGE

011125002280000166507

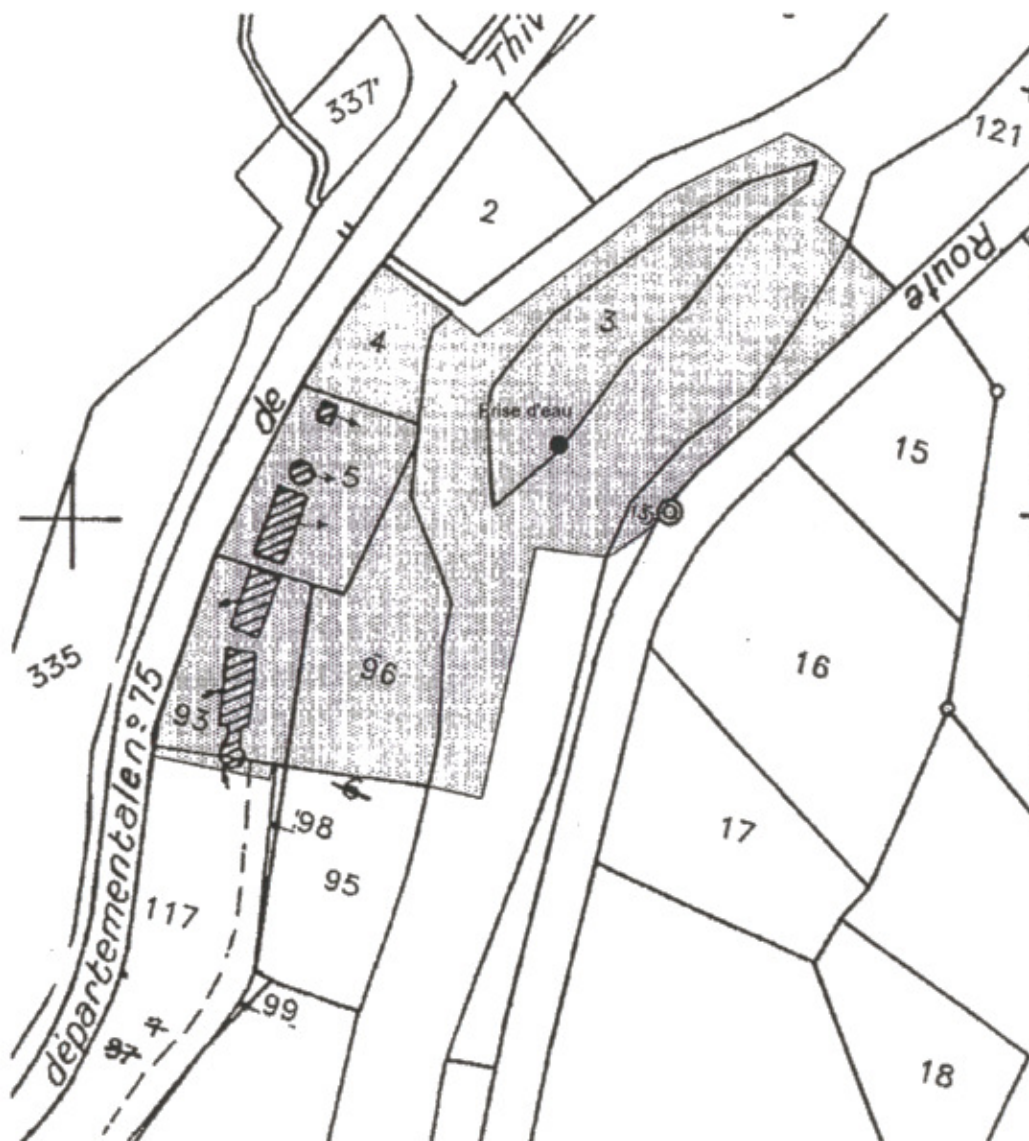
Prise d'eau du Pont Neuf

Situation



Prise d'eau du Pont Neuf

Périmètre de protection immédiate



Prise d'eau du Pont Neuf

Périmètre de protection rapprochée



Prise d'eau du Pont Neuf

Zone de vigilance

